



LILLEBONNE

ARRÊTÉ DU MAIRE

Objet : Circulation en alternance manuelle
Stationnement interdit
Rue du Docteur Rosenberg
Travaux de terrassement et d'alimentation basse tension

Le Maire de la Ville de LILLEBONNE,

Vu les articles L.2122.27, L. 2212.1, L.2213.2 et L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route portant recueil des textes qui réglementent la circulation,

Vu les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 296/2016 du 24 octobre 2016, portant réglementation générale de la circulation et du stationnement, dans l'agglomération,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu l'intervention de l'entreprise INEO NORMANDIE,

Considérant l'emprise de ces travaux sur la chaussée et la nécessité d'assurer la sécurité du chantier et des usagers.

ARRÊTE

Article 1 : La circulation se fera en alternance manuelle, rue du Docteur Rosenberg.

Article 2 : le stationnement sera interdit, rue du Docteur Rosenberg, aux endroits matérialisés à cet effet.

Article 3 : La présignalisation et la signalisation seront à la charge de l'entreprise INEO NORMANDIE.

Article 4 : Cette mesure prend effet à partir du 11 septembre au 13 octobre 2017.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lillebonne, Madame le Commandant de Police Bolbec / Lillebonne, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, Monsieur le Chef de Centre du CIS Lillebonne, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Équipement, l'entreprise INEO NORMANDIE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur est transmise.

Fait à Lillebonne, le 5 septembre 2017
Par délégation du Maire,

Le Maire, Certifié sous sa responsabilité le
Caractère exécutoire de cet acte, informe
que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant
le Tribunal Administratif dans un délai de
deux mois à compter de la présente notification.



Patrick WALCZAK.